

**Séance ordinaire du
jeudi 27 septembre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Séverine SCUDIER.

**Délégation de Service Public
Gestion et exploitation du stationnement payant sur voirie
de la ville de Montpellier
Avenant n° 1**

La Ville de Montpellier a confié à la société TAM Voirie l'exploitation et la gestion du service public de stationnement payant sur voirie, par Délégation de Service Public pour une durée de sept ans, à compter du 1^{er} janvier 2018.

Afin de prévenir les usagers de l'émission d'un Forfait Post-Stationnement (FPS), de leur permettre de régler celui-ci sans majoration, et in fine, de leur ouvrir la possibilité de formaliser un recours administratif préalable obligatoire (RAPO) dans les délais impartis, la Ville de Montpellier a choisi de modifier, en accord avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) le cycle de gestion des FPS.

Par délibération en date du 28 juin 2018, la Ville a conclu avec l'ANTAI une convention en cycle complet ; cette option ne modifiant pas l'économie générale du contrat.

Il convient donc d'établir un avenant ayant pour objet la modification des conditions de gestion des Forfaits Post-Stationnement prenant en compte les deux possibilités offertes aux usagers :

- Un paiement rapide du FPS par l'utilisateur permettant au délégataire l'encaissement, au nom et pour le compte de la ville. Dans ce cas, une convention de mandat doit être établie conformément à l'article L1611-7 et D1611-32-9 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Un non-paiement dans le délai des 4 jours calendaires par l'utilisateur obligeant le délégataire à une transmission du FPS à l'ANTAI pour recouvrement.

C'est pourquoi, il est proposé un avenant modifiant les articles suivants :

- L'article 3.3 relatif aux missions confiées au délégataire,
- L'article 18 relatif à l'établissement et gestion du Forfait Post-Stationnement (FPS),
- L'article 21 relatif à l'agence commerciale du stationnement,
- L'article 37.8.2 relatif aux caractéristiques du système de gestion,
- L'article 38 relatif aux conditions de rémunération,
- L'article 39 relatif aux frais de contrôle et de surveillance du stationnement,
- L'article 42 relatif à la redevance d'exploitation.

Cette évolution s'accompagne d'une convention de mandat avec la société TAM Voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'avenant n°1 au contrat de délégation du service public relatif au stationnement payant sur voirie ainsi que la convention de mandat pour l'encaissement des Forfaits Post-Stationnement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée à la sécurité, à signer l'avenant et tout document relatif à cette affaire ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'adjointe déléguée à la sécurité à signer la présente convention de mandat et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 39 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 CEP découpage année 2018.pdf
- Annexe 2 Projet convention de mandat Ville Tam DSP stationnement V18092018.pdf
- Annexe 3 Contrat stationnement version consolidée au 190918.pdf
- avenant 1 Stationnement projet V10 18 sept.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180927-45128A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/10/18
Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.